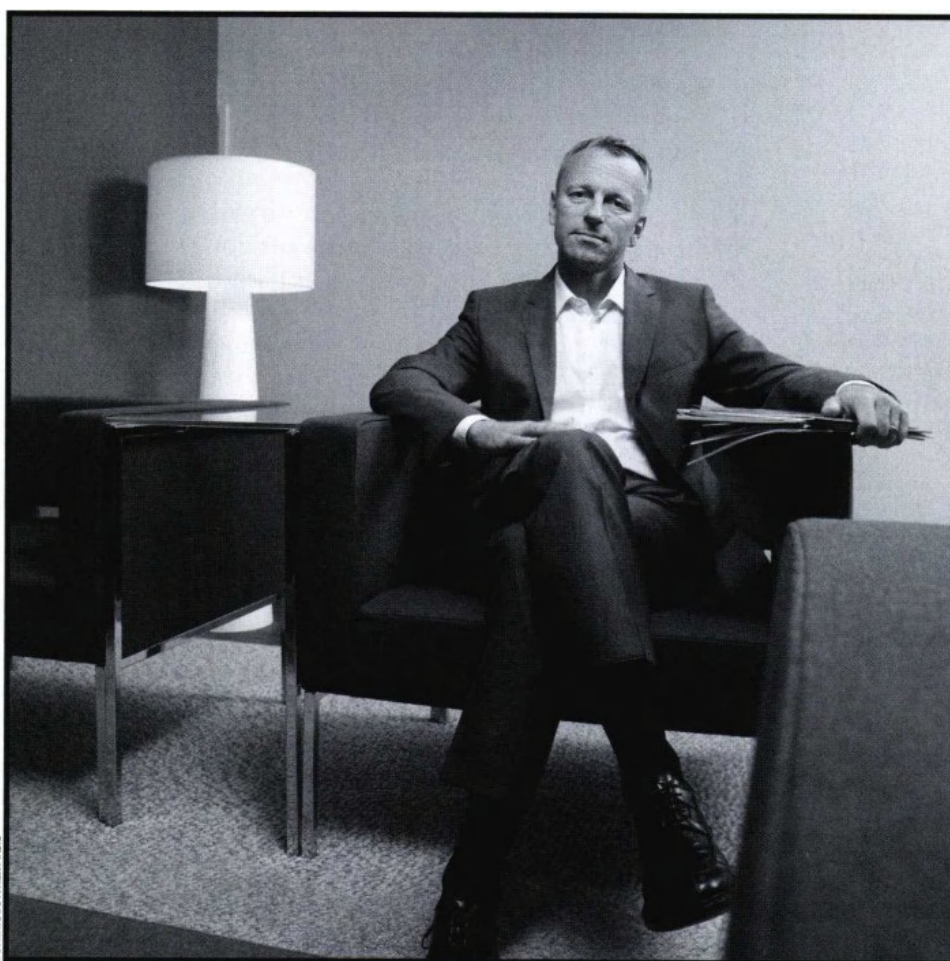


KLAUS TISCHHAUSER

La microfinance ne doit pas devenir une classe d'actifs à part 📈

Engouement. Face à une forte demande, responsAbility a fermé certains de ses fonds, faute de pouvoir placer autant d'argent sur le marché limité de la microfinance.



PROFIL

KLAUS TISCHHAUSER
Cofondateur et CEO de responsAbility, entreprise spécialisée dans les investissements sociaux. Economiste d'entreprise ESCEA, formé à l'écologie; il a travaillé à Credit Suisse dans les domaines des devises et du marché monétaire, puis des fonds de placement, avant de contribuer à la mise en œuvre de SAM Sustainable Management. A créé une société de conseil en questions environnementales.

Le souci de consommer et d'investir de manière éthique est de plus en plus présent en Suisse. Le G21 Swisstainability Forum, réuni sur le site de l'IMD à Lausanne les 14 et 15 juin, ambitionne rien de moins que de «positionner la Suisse comme un pays leader dans le domaine du développement durable», tandis que le Geneva Forum for Sustainable Investment, organisé le 16 juin à Genève, entend faire avancer la

réflexion sur l'Impact Finance. Engagée depuis sa création, en 2003, dans les investissements sociaux, responsAbility emploie désormais 70 personnes et gère plus de 1 milliard de francs placés dans des institutions de microfinance, des aides au développement de PME dans les pays pauvres ainsi que du soutien au commerce équitable et aux médias indépendants. Son CEO analyse le développement de la microfinance

et ses perspectives.

Quels ont été les effets de la crise financière mondiale sur la microfinance?

Pendant la première phase de cette crise, la microfinance n'a pas été affectée: les clients ont laissé leur argent dans nos fonds et nous avons pu continuer à refinancer les institutions de microfinance (IMF). Mais, lorsque la crise financière s'est transformée en crise économique, les ouvriers immigrés

venus d'Amérique latine ont perdu leur travail aux Etats-Unis, tandis que ceux originaires d'Europe centrale perdaient le leur en Russie. Ces hommes ont cessé d'envoyer de l'argent chez eux, puis sont rentrés. Les familles ont ainsi eu plus de bouches à nourrir avec moins d'argent. Dans une troisième phase, l'activité a également fortement ralenti dans les pays en développement. Le nombre de microcrédits en souffrance a alors augmenté et le taux de défaut est passé de 2 à 5% en 2009. Depuis la fin de l'année 2010, la situation s'améliore progressivement, notamment en Amérique latine.

Comment analysez-vous la situation dans l'Etat d'Andhra Pradesh, en Inde, où la microfinance a été mise en cause après les suicides de paysans surendettés?

Dans cette région, il faut saluer le succès de la microfinance où des acteurs privés ont réussi à procurer un accès au crédit à de nombreuses personnes. Mais il y a, dans cet Etat, une rude concurrence parmi les prêteurs. L'octroi de microcrédits n'y est pas régulé et de nombreux paysans étaient surendettés auprès d'usuriers avant l'arrivée des IMF. Par ailleurs, une institution de microfinance – SKS – est entrée en Bourse avec, peut-être, trop d'incitations à la recherche de rentabilité par certains intermédiaires. En outre, des politiciens ont trouvé intérêt à mettre en cause la microfinance à l'occasion d'élections locales. De là à donner l'impression d'une crise de la microfinance, il n'y avait qu'un pas facile à franchir. Or, malgré la crise financière mondiale, cette activité a prouvé sa solidité: la très grande majorité des IMF ont bien résisté.

Les IMF devraient-elles, par éthique, renoncer aux crédits à la consommation?

Est-il vraiment éthique de décider que, parce qu'une personne est très pauvre, elle ne doit

pas avoir accès au crédit à la consommation?

C'est à l'emprunteur de décider. Le but de la microfinance est d'ouvrir l'accès aux services financiers à un grand nombre. Cela dit, la microfinance doit limiter son activité dans les crédits à la consommation pour éviter le surendettement des emprunteurs, et donc des difficultés pour l'institution prêteuse. Nous considérons comme raisonnable une proportion de 10% de crédits à la consommation dans les portefeuilles des

IMF que nous finançons. A terme, il serait souhaitable que les pays dans lesquels des IMF sont actives mettent en place un bureau des crédits recensant les prêts en cours. Il serait logique de réguler ce secteur. La plupart des IMF ont d'ailleurs pour objectif de se développer suffisamment pour devenir des banques, de manière à pouvoir collecter de l'épargne.

ResponsAbility entend offrir «un rendement financier raisonnable» aux investisseurs: quel est-il?

Selon les rapports d'avril, notre Global Microfinance Fund affichait une plus-value de 1,37% en dollar et 0,99% en franc, depuis le début de l'année, et un rendement sur douze mois de 3,07% en dollar et 1,85% en franc. Depuis son lancement en août 2010, le Fonds Microfinance Leaders – qui est aujourd'hui fermé – a offert un rendement de 2,38% en dollar et 1,62% en franc. La plupart des IMF perdent de l'argent. Elles ne peuvent devenir rentables que lorsqu'elles atteignent une taille suffisante et obtiennent la licence bancaire leur permettant d'être soumises à la supervision et de diversifier leurs activités.

La microfinance doit donc élargir la gamme de ses services?

Oui, pour autant que les nouveaux services se limitent au savoir-faire bancaire pour suivre le développement des besoins des clients: collecte de l'épargne, octroi d'as-

surances, transferts d'argent, leasings.

«LA PLUPART DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE ONT POUR OBJECTIF DE DEVENIR DES BANQUES.»

La microfinance est-elle en train de devenir une classe d'actifs à part entière?

Non, pour l'heure, les investissements en microfinance sont classés dans les investissements alternatifs, tant dans les portefeuilles des clients privés que dans ceux des caisses de pension. Ce ne serait pas rendre service à la microfinance de vouloir la développer comme une classe d'actifs à part entière. Cela induirait un fort apport d'argent qu'il serait difficile de placer correctement dans des IMF. Avec 1 milliard de francs sous gestion, nous représentons déjà quelque 10% de l'argent investi par des IMF privées. L'année dernière, nous avons dû fermer certains de nos fonds, car nous ne pouvions pas absorber plus d'argent. o

GENEVIÈVE BRUNET